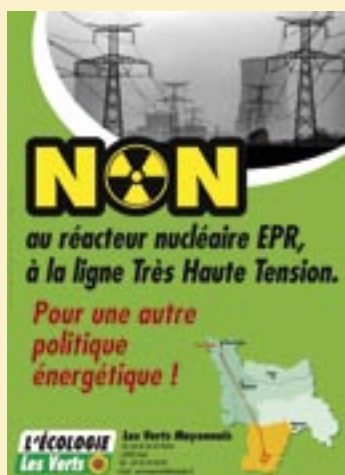


LES VERTS DE LA MAYENNE

Les cahiers d'acteurs

sur le projet de ligne à très haute tension Cotentin-Maine



Les Verts de la Mayenne

46 rue du jeu de paume
53000 LAVAL
tel : 02.43.49.93.84
verts-mayenne@wanadoo.fr

Dans le cadre du débat public
organisé par la

cndp
Commission particulière
du débat public
THT Cotentin - Maine

Débat Public et Nucléaire : le mariage impossible !

Le propre d'un débat est que chacun s'exprime et qu'il permette ensuite une décision. Dans notre cas, force est de constater que les décisions importantes sont déjà prises, et que les débats (sur l'EPR, sur les déchets, sur la ligne THT) n'ont lieu que pour le décor démocratique, pour les choix secondaires, pour faire cautionner le choix de la relance du programme nucléaire.

En Mayenne, notre ambition n'est pas de choisir le moins mauvais tracé pour une ligne qui nous est imposée par une décision gouvernementale de construire un réacteur nucléaire à Flamanville, dans le Cotentin.

Les Verts demandent un débat sur l'utilité de cette nouvelle ligne THT, et donc sur le choix de construire une nouvelle centrale nucléaire. C'est l'ensemble de la politique énergétique de notre pays qui doit faire débat...

Une nouvelle ligne THT va balafrer notre département

Il y a déjà une ligne THT qui coupe le Sud du département. Autant dire que nous en connaissons déjà les nuisances :

- Au niveau du paysage : des poteaux de 35 à 70 m, des fils qui barrent la vue. Certains reprochent aux éoliennes de gâcher le paysage, mais se posent moins de questions vis à vis des pylônes électriques, dont l'emprise au sol est équivalente .
- Le bruit, surtout par temps humide ou de brouillard (un temps qu'on connaît bien en Mayenne)
- Et puis surtout il y a **les champs électromagnétiques** et leurs effets sur la santé des hommes et du bétail. Nous ne développerons pas ce chapitre, mis en avant par plusieurs associations, mais les méfaits des lignes à haute tension mériteraient l'application du principe de précaution. En France, contrairement à d'autres pays, aucune étude épidémiologique n'a été effectuée sur ce sujet, cela devrait être déjà **un préalable** à toute nouvelle construction.



L'EPR : l'erreur qu'il est encore temps de ne pas faire

Le choix du gouvernement de construire un nouveau réacteur nucléaire, l'EPR (*European Pressurized Reactor*), vise à réengager la France dans un vaste programme nucléaire au XXI^e siècle. Basé sur une rentabilité à court terme et sur la culture "pro nucléaire" des autorités françaises, ce choix sous-estime considérablement les dangers actuels et futurs du nucléaire et de ses déchets, et aura pour conséquence de bloquer le développement de solutions écologiques et durables.

Un ringard du futur

L'EPR n'apporte aucun changement de fond. C'est juste un vieux modèle un peu amélioré. Pour répondre aux besoins des années 2020 à 2100, on s'en remet à une machine conçue dans les années 1990...

Un mauvais choix pour de mauvaises raisons

La France produit plus l'électricité qu'elle n'en consomme. Nous exportons, à perte, un cinquième de notre production d'électricité. Il n'y a donc aucun besoin de construire l'EPR en 2007 ! Il s'agit en fait d'un soutien politique et financier à l'industrie nucléaire. L'EPR veut aussi servir de vitrine à l'exportation. La France vend des centrales nucléaires aux quatre coins du monde: un comble quand on sait que le développement du nucléaire civil est une étape clef de l'acquisition de la bombe atomique, on le voit avec l'Iran.

On sera coincé jusqu'en 2100 !

S'engager dans l'EPR, c'est construire 35 réacteurs entre 2020 et 2035 dont chacun doit fonctionner 60 ans. Le dernier EPR devrait donc fermer aux alentours de 2095. L'EPR, c'est l'assurance de passer à côté de toutes les avancées du XXI^e siècle.

Quand le monde entier est en train de s'engager dans les énergies renouvelables, la France accumule le retard et les déchets nucléaires...

Après la fin du pétrole, la fin de l'uranium

Précisons que la relance du nucléaire ne garantit pas l'indépendance énergétique (100% de l'uranium est importé).

Les réserves mondiales d'uranium permettent de tenir encore 70 ans si la consommation n'augmente pas.

S'engager dans l'EPR c'est préparer une crise aussi terrible que celle de la fin du pétrole, avec la même flambée des prix de l'énergie et le même risque de guerres !

Le prix de l'électricité nucléaire est truqué !

Il ne tient pas compte :

- des immenses investissements de l'État pour lancer la filière nucléaire
- du coût énorme de la recherche publique sur le nucléaire civil
- du coût réel de démantèlement des centrales. La cour des comptes dénonce EDF qui a investi et partiellement financé le démantèlement des centrales alors que le coût réel du démantèlement risque de nettement dépasser 100 milliards d'euros
- du coût de surveillance et d'intervention sur les centres de stockage pendant les prochains millénaires.



Ce sont les impôts qui vont combler ce gouffre financier ! **Si on devait payer tout cela dans le prix de l'électricité, l'électricité nucléaire coûterait beaucoup plus cher que l'électricité éolienne.**

Le nucléaire n'est pas compétitif. En Angleterre où le secteur de l'électricité a été privatisé, l'État a dû s'engager à assumer le coût du démantèlement et des déchets pour que le nucléaire soit rentable pour les compagnies privées.

Pas de solution pour les déchets !

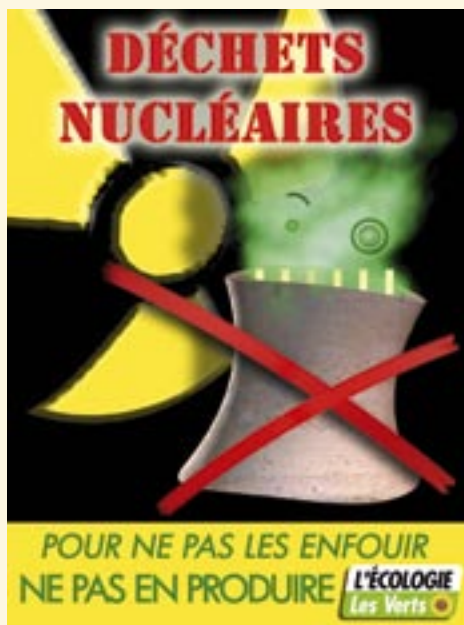
En 2000, la Mayenne, y compris ses responsables politiques, n'a pas voulu des déchets nucléaires dans son sous-sol. Accepter la THT c'est accepter la relance de l'énergie nucléaire et donc imposer de nouveaux déchets... chez les autres ! Ce serait irresponsable.

Le miracle de la science n'a pas eu lieu.

Avec la première centrale nucléaire, on a vu que l'on produisait des déchets dangereux quasi éternels. Pour les nucléocrates, le futur arrangerait cela et, sans aucun débat démocratique, on a construit plein de centrales... Constatons que les scientifiques n'ont rien trouvé qui assure que les produits radioactifs ne seront pas disséminés dans la nature et seront bien surveillés pendant plus de 100 000 ans. Que se passera-t-il si on ne trouve pas de solution ? Pour nous pas grand-chose peut-être, mais ce sont nos descendants qui devront gérer...

La loi sur les déchets nucléaires prévoyait la construction de plusieurs laboratoires souterrains pour pouvoir comparer les résultats et estimer la faisabilité d'un stockage géologique en profondeur. Les conclusions devaient être rendues en 2006.

Aujourd'hui, avec le refus viscéral et légitime des populations concernées, c'est un seul laboratoire dont la construction n'est même pas terminée qui doit rendre ses conclusions. La loi n'est pas respectée. Si le travail scientifique n'aboutit pas, les déchets, eux, sont déjà là et attendent solution. C'est pourquoi, pour les tenants du nucléaire, il faudra que le site de Bure convienne coûte que coûte. La décision politique d'enfouir les déchets risque d'être prise, quelles que soient les conclusions scientifiques.



Pourtant d'autres solutions existent

Entre 2017 et 2030 les centrales nucléaires arriveront en fin de vie les unes après les autres et devront fermer. Laissons-les s'éteindre sans les remplacer par des EPR. Mort de vieillesse, le nucléaire laissera la place à des énergies plus jeunes et plus vivantes.

On a vraiment le choix. Bien évidemment cela demande un investissement et un aménagement du territoire qui ne se feront pas en 100 jours, mais en 20 ans c'est possible.

Les économies d'énergie, c'est simple et ça marche

Sans changer de niveau de vie, en arrêtant le gâchis, on peut consommer deux fois moins d'énergie. Une ampoule basse consommation nécessite 3 à 8 fois moins d'électricité qu'une ampoule classique pour autant de lumière. L'ensemble des appareils en veille en France consomme l'énergie d'un réacteur nucléaire. L'énergie utilisée pour le chauffage représente 75 % de la consommation du secteur résidentiel. Donc, en isolant correctement les maisons, on ferait d'immenses économies d'énergie. Transporter des marchandises en train consomme dix fois moins d'énergie que le transport par camion. Les transports motorisés sont en forte augmentation, alors qu'on marche de moins en moins... Il est urgent de choisir des solutions économes en énergie si l'on veut stabiliser le climat de la planète en limitant l'effet de serre.

Énergies renouvelables c'est propre et c'est possible

Au Danemark, les éoliennes produisent 20 % de l'électricité, en Galice 55 % ; l'Allemagne, prévoit 30 % d'électricité éolienne en 2025. La France, avec 0,1 % d'électricité éolienne fait partie des cinq pays les plus en retard de l'Union Européenne en ce domaine. Pourtant nous disposons du deuxième potentiel éolien d'Europe. En équipant 10 % des sites assez ventés pour être rentables, nous produirions, à terre, 20 % de la consommation électrique française. En mer, nous pourrions produire de quoi satisfaire la totalité de la consommation électrique française

La France est la seule à ne pas croire aux énergies renouvelables

Les États-Unis et le Japon consacrent chacun environ 750 millions d'euros à la recherche sur les énergies renouvelables et les économies d'énergie ; la France, elle, n'y consacre que 22 millions d'euros. Avec plus de 500 millions d'euros par an, la recherche nucléaire française absorbe 90 % du budget de la recherche sur l'énergie. Les énergies renouvelables, elles, représentent moins de 2 %. Il est temps d'inverser cette situation.

Ca peut aller très vite

Le Japon prévoit d'avoir installé 5 000 MW de panneaux solaires en 2010 (2,5 fois plus que ce qui est attendu pour l'ensemble de l'Union Européenne à la même date).

L'Espagne est passée de 52 MW éoliens en 1993 à 6 420 MW en 2003 (250 MW éoliens en France en 2003). Dans d'autres pays, les secteurs des énergies renouvelables connaissent des croissances de 20 à 30 % par an et créent des emplois par milliers (secteur éolien : 20 000 emplois au Danemark, 45 000 en Allemagne).

Différentes énergies renouvelables, pour produire toute l'électricité française

Quand il fait beau, il y a du soleil. Quand il ne fait pas beau, le plus souvent il y a du vent. C'est pourquoi avec une éolienne et un panneau solaire, on produit de l'électricité en quasi-permanence. En combinant le solaire et l'éolien à l'hydraulique, à la géothermie, aux biocarburants et aux énergies de la mer, on s'affranchit du caractère intermittent de certaines sources.

On pourrait ainsi rendre chaque territoire autonome en énergie en décentralisant la production.

De nombreuses initiatives en Mayenne

Depuis le refus total de l'enfouissement des déchets nucléaires, les mayennais se mobilisent pour le développement des énergies renouvelables.

Sans être exhaustifs, citons les programmes initiés par la FD-CIVAM au niveau des agriculteurs, par des entreprises locales pionnières dans ce secteur, par des associations (comme la Luciole+ par exemple), ou encore par des collectivités locales (école de Marcillé la Ville, piscine de Château Gontier, lotissement de St Hilaire du Maine, les multiples initiatives du pays de la Haute-Mayenne...). De nombreux projets de créations de parcs éoliens sont aussi en débat, le plus avancé étant celui du Horps. Toutes ces initiatives sont bonnes pour les emplois au niveau local.

Les Verts souhaitent que cette dynamique puisse continuer...

Un choix de société

Sur les choix énergétiques, l'alternative est relativement simple :

Soit la France poursuit son programme nucléaire,

Soit - ce que nous souhaitons - elle tourne progressivement cette page dangereuse, en investissant dans les énergies renouvelables et la maîtrise de l'énergie.

C'est ce choix qui doit être débattu et tranché démocratiquement !

Aujourd'hui ce n'est pas le cas !

Tant sur la relance du nucléaire, avec la construction de l'EPR qui est décidée par le gouvernement, qu'à propos de l'enfouissement des déchets nucléaires, où les pouvoirs publics refusent aux habitants de la Haute-Marne et de la Meuse les référendums départementaux qu'ils réclament pourtant massivement... Sur la ligne THT, plusieurs conseils municipaux ont déjà refusé son implantation sur leur commune (Chailland, St Hilaire, ...d'autres s'appêtent à faire de même). RTE respectera-t-il ce choix ? Sûrement pas ! Et tout le monde le sait...

Les Verts ne refusent pas les débats publics, au contraire. Mais pour avoir un sens, ils devraient servir à effectuer **un choix politique énergétique** qui tient compte des générations futures et qui respecte les positions des populations concernées. Heureusement, il reste la mobilisation citoyenne...

Les cahiers d'acteurs

Dans le cadre du débat public organisé par la CPDP THT Cotentin - Maine
Esplanade de la Gare - Chemin du Halage - BP 40326 - 50006 Saint-Lô cedex
tél. 02 33 05 71 40 - Fax 02 33 05 03 68

Courriel : contact@debatpublic-THTcotentin-maine.org

www.debatpublic-THTcotentin-maine.org

Crédits photos : Les Verts de la Mayenne, CPDP THT Cotentin-Maine - Imprimerie Corlet

Octobre 2005